

Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie

Sou1997-1012

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. (1) 40 77 85 00

Fax (1) 40 77 85 09

CREDOC-DIRECTION
IMPORTANT

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du Centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS
LE DIFFUSER**

**Crédoc - Enquête Aspirations - Javier
1997 : crise de confiance. 26 mars
1997.**

CREDOC-Bibliothèque



CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CREDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Janvier 1997 : La crise de confiance collective
reste au plus haut, malgré un reflux
significatif des inquiétudes**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Complément aux premiers résultats de la vague de début 1997

26 MARS 1997

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC)
- . Franck Berthuit, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Anne-Delphine Kowalski, Jean-Pierre Loisel.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur : Robert Rochefort

C R E D O C

26 Mars 1997

G. Hatchuel

**Janvier 1997 : La crise de confiance collective
reste au plus haut, malgré un reflux
significatif des inquiétudes**

Instrument original, multithématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, l'enquête « **Conditions de vie et Aspirations des Français** » est réalisée chaque année depuis 1978. Système permanent d'observation, cette enquête permet de mettre en évidence les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit également un coup de projecteur aigu sur les tendances conjoncturelles qui affectent chaque année le corps social français. Les premiers résultats de la vague de décembre 1996 - janvier 1997 apportent, à cet égard, de précieuses indications sur le climat de l'opinion au début 1997.

Analysées par comparaison avec les résultats de janvier 1996, **six évolutions** méritent d'être observées avec attention. Elles mettent en évidence les contradictions d'une société qui se cherche, prise en tenaille entre un pessimisme économique profond, pessimisme collectif encore fortement présent, et l'esquisse d'un début d'espoir de mieux-être individuel : la certitude, largement diffusée dans le pays, que la situation économique ne va pas s'améliorer, s'accompagne d'une remontée spectaculaire du désir de transformation radicale de la société ; mais, en même temps, les inquiétudes baissent significativement, pour la première fois depuis dix ans, et le pessimisme sur les conditions de vie personnelles futures décroît.

En vérité, ces contradictions sont révélatrices d'une société qui, confrontée aux doutes, paraît **se fissurer** : à la résignation des uns, soumis à des peurs toujours aussi aiguës, s'oppose la volonté revendicative des autres, soucieux de dominer -ou de conjurer- leurs craintes. En tout état de cause, en ce début 1997, les perceptions individuelles, même les moins noires, **s'effacent devant le pessimisme collectif** qui affecte profondément la société.

1. Les Français ne croient pas que le chômage va prochainement baisser : le nombre de ceux qui en prédisent l'augmentation se maintient à un niveau très élevé.
2. Les jugements de nos concitoyens sur l'évolution de leur niveau de vie personnel ne se dégradent pas, mais leur regard est particulièrement noir quand il s'agit du niveau de vie des « autres » : le décalage entre perceptions individuelles et perceptions collectives n'a jamais été aussi haut depuis dix-neuf ans.
3. Le nombre de partisans de « réformes radicales » s'accroît sensiblement, retrouvant quasiment le niveau record du début 1995.
4. Les inquiétudes des Français diminuent fortement, mais le « syndrome sécuritaire » s'affirme.
5. Les interrogations sur les effets pervers de certaines prestations sociales ont cessé de progresser, mais elles n'ont pas véritablement reflué.
6. Enfin, l'idée de contribuer à la protection de l'environnement connaît de sensibles variations, plus ou moins liées à la crise de confiance qui affecte la société.

1. Les anticipations relatives à l'évolution du chômage restent très pessimistes

Premier signe du maintien du doute collectif qui affecte aujourd'hui le pays, les quelques timides espoirs soulevés à la mi-1996 ne se sont pas concrétisés : **la confiance ne revient pas en matière d'emploi.**

En juin 1996 en effet, 27% de la population prédisaient une stabilisation prochaine du nombre de chômeurs. Ce taux, alors en croissance par rapport au début 1996 (+ 5 points), pouvait laisser espérer le retour d'un optimisme raisonné. Il n'en est rien : 74% des Français estiment maintenant que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années. Ce pourcentage est du même ordre de grandeur que celui du début 1996 (tableau 1).

Tableau 1

A votre avis, le nombre de chômeurs va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
Augmenter pendant plusieurs années	73	68	61	53	76	82	87	74	61	73	74
Se stabiliser dans un avenir proche	23	26	33	38	21	15	11	23	33	22	22
Diminuer dans un avenir proche	3	5	5	8	3	2	2	2	6	5	4
Ne sait pas	1	1	1	1	1	1	1	1	-	-	-
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

La certitude d'augmentation durable du chômage affecte très majoritairement **toutes les catégories sociales sans exception** et, même dans les groupes qui sont relativement moins touchés par cette certitude, le taux atteint les 68% : c'est le cas, par exemple, des diplômés du supérieur.

Les catégories les plus pessimistes sur ce point sont les ouvriers (82% d'anticipations négatives, contre 74% en moyenne), les individus de 25 à 34 ans (80%) et les titulaires de revenus moyens, compris entre 6.000 et 12.000 Francs mensuels dans leur foyer (80%).

Il reste qu'on observe des évolutions contradictoires sur cette question en un an, signe bien timide de quelques espoirs catégoriels :

- Certes, dans quelques groupes, les anticipations négatives se sont sensiblement accrues : cela concerne surtout les ouvriers (+ 5 points), les moins de 35 ans (+ 5 points), les titulaires de revenus de 6.000 Francs à 12.000 Francs mensuels (+ 7 points) et les parisiens de moins de 40 ans (+ 6 points).
- Mais, dans d'autres, un léger recul du pessimisme apparaît. Cela concerne surtout les employés (- 5 points) et les titulaires des revenus les plus faibles (- 5 points).

La stabilisation relative, mais à un haut niveau, du pessimisme vis-à-vis du chômage se retrouve dans les craintes exprimées : 75 % des Français se déclarent aujourd'hui inquiets du chômage, pour eux-mêmes ou des proches, contre 78% il y a un an.

Même s'il y a là un léger recul (- 3 points), le taux atteint est du même ordre de grandeur que ceux relevés depuis déjà quatre ans (tableau 2). De la même façon, le pourcentage de Français les plus sensibles à ce risque (ceux qui s'en disent « beaucoup » inquiets) ne reflue pas vraiment : il est de 51 %, contre 53% au début 1996 et 49 % il y a deux ans.

Tableau 2

Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage

	(en %)										
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
% d'individus inquiets du risque de chômage	58	62	56	57	57	66	69	78	75	78	75
Dont : "beaucoup" inquiets	37	42	33	32	31	37	41	54	49	53	51

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Les plus inquiets du chômage sont les ouvriers (67% en sont « beaucoup » inquiets, contre 51% en moyenne), les non-diplômés (58%), les titulaires de faibles revenus, inférieurs à 6.000 Francs par mois (56%) et les jeunes de moins de 24 ans (55%). Mais encore une fois, comme l'an dernier, ce n'est pas vraiment le sentiment d'être **personnellement** menacé par le chômage qui explique totalement ces attitudes : 65 % de la population (contre 66 % il y a un an) ne ressentent pas, personnellement ou dans leur foyer, cette menace.

A vrai dire, ces chiffres traduisent le maintien dans la population d'une profonde **conviction**, celle que le **fléau va continuer à frapper un nombre important de nos concitoyens**. Ce pessimisme est donc plus révélateur d'une opinion inquiète de la **situation économique**, et de ses conséquences sur le marché du travail, que la traduction de craintes personnelles, effectives, pour son propre emploi.

D'ailleurs, « le chômage » se situe toujours, de loin, au premier rang des préoccupations des Français : 52% le classent en tête, à un niveau de citations deux fois plus élevé que « les maladies graves ». Mais si ces dernières, si « la drogue » ou si « la pauvreté dans le monde » prennent moins d'importance cette année au sein des

sujets qui préoccupent le plus nos concitoyens, « la violence et l'insécurité » sont considérablement plus citées (+ 7 points) : le taux atteint (25 %, cf. tableau 3) est le plus haut concernant ce sujet depuis le début 1991. Nous y reviendrons.

Craintes du chômage et attentes sécuritaires constituent donc la toile de fond de ce début 1997.

Tableau 3

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 1997)	Début	Evolution 1996-1997						
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	
. Le chômage	27	38	44	52	49	53	52	- 1
. Les maladies graves	28	28	29	26	31	29	26	- 3
. La pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	-
. La violence et l'insécurité	23	20	16	20	22	18	25	+ 7
. La drogue	37	34	30	28	21	24	22	- 2
. La pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	- 2
. L'immigration	17	16	14	14	14	13	13	-
. La dégradation de l'environnement.....	12	12	11	8	7	8	8	-
. Les conflits sociaux	4	4	3	2	4	7	5	- 2
. Les tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	+ 1
. L'Europe	6	6	6	2	2	2	3	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

2. Les interrogations collectives sur le niveau de vie des Français masquent les quelques améliorations espérées au niveau individuel

Corollaire direct des anticipations négatives de la population en ce qui concerne la situation économique du pays, l'appréciation que les enquêtés portent sur l'évolution du niveau de vie passé de l'ensemble des Français se détériore sensiblement. Les jugements portés sur ce point étaient, pourtant, déjà très sévères il y a un an : 81 % de la population considèrent maintenant que le niveau de vie des Français se dégrade, contre 76 % en janvier 1996 (tableau 4).

On sait, en effet, que le regard jeté sur le niveau de vie passé est un bon révélateur du jugement porté sur le présent. Or, force est de constater que cette appréciation n'a jamais été aussi sombre depuis la création du système d'enquêtes « Aspirations » : le « pic » des 79 % du début 1994 est maintenant dépassé.

Tableau 4

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Evolution 1996-1997
Mieux (1)	17	19	22	27	21	13	11	8	9	9	6	- 3
C'est pareil ..	17	17	15	20	19	17	13	10	10	12	9	- 3
Moins bien (2)	58	59	56	48	57	66	73	79	77	76	81	+ 5
Ne sait pas ...	7	5	7	5	4	4	3	3	4	3	4	+ 1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

(1) Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux". (2) Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Là encore, cette dégradation des opinions touche quasiment **toutes les catégories sociales** : elle concerne, par exemple, aussi bien les cadres (+ 6 points, contre + 5 en moyenne), les ouvriers (+ 5 points), les personnes de plus de 65 ans (+ 10 points) ou les habitants de Paris et de la région parisienne (+ 8 points).

Or, ce pessimisme accru tranche véritablement avec le regard porté par chacun sur sa **propre situation individuelle** : la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles ne connaît pas, en effet, la même détérioration. Deux types d'éléments en témoignent :

- Le jugement formulé par les Français sur l'évolution de leur **propre** niveau de vie ne s'est certes pas amélioré, mais il ne s'est pas non plus globalement détérioré (tableau 5). Il est vrai que cette stabilisation relative masque des mouvements catégoriels contradictoires : d'un côté, la perception que les travailleurs indépendants, les habitants de communes rurales et les retraités ont de leur propre niveau de vie s'est sensiblement dégradée ; de l'autre, on relève une nette amélioration des jugements des employés, des diplômés du supérieur, des parisiens de plus de 40 ans et des résidents de grosses agglomérations de province. Mais, au total, 45 % des Français estiment que leur niveau de vie personnel s'est dégradé depuis dix ans, soit un chiffre quasiment équivalent à celui de l'an dernier (44 %).

Tableau 5

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
Mieux (1)	31	28	29	35	31	27	28	24	27	26	25
C'est pareil	31	29	29	30	29	30	28	26	29	29	30
Moins bien (2) ..	36	41	40	34	39	42	43	49	43	44	45
Ne sait pas	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

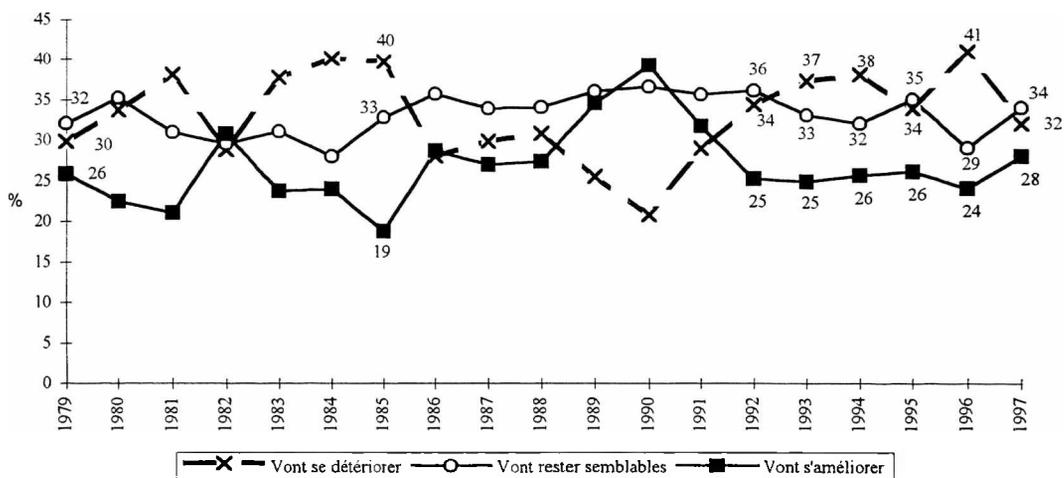
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux" (2) Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

- Les anticipations des Français sur leurs **propres** conditions de vie futures traduisent, quant à elles, une nette amélioration du « moral » personnel de nos concitoyens : alors qu'il y a un an, 41 % de la population avaient le sentiment que leurs conditions de vie allaient se détériorer prochainement, ce n'est plus le cas aujourd'hui « que » de 32 % de nos compatriotes (graphique 1). La situation n'avait jamais été aussi bonne depuis le début 1991 : ceux qui anticipent le « statu quo » pour l'avenir sont maintenant un peu plus nombreux que ceux qui croient à une détérioration prochaine de leur niveau de vie.

Graphique 1

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Ce regain d'optimisme individuel envers le futur concerne, en fait, tous les groupes sociaux, sauf un : les travailleurs indépendants sont un peu plus nombreux qu'en 1996 (+ 2 points) à penser que leurs conditions de vie futures vont se détériorer. Dans quasiment toutes les autres catégories, l'amélioration est particulièrement nette. Citons, par exemple, les employés (- 20 points dans les anticipations négatives, contre - 9 en moyenne), les ouvriers, les moins de 40 ans et même les chômeurs (tableau 6). De fait, aujourd'hui ce sont les retraités qui sont les plus nombreux à croire que leurs conditions de vie futures vont se détériorer (43 % le pensent, contre 32 % en moyenne).

Tableau 6

Le pourcentage d'individus estimant que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq prochaines années

- Evolution pour quelques catégories -

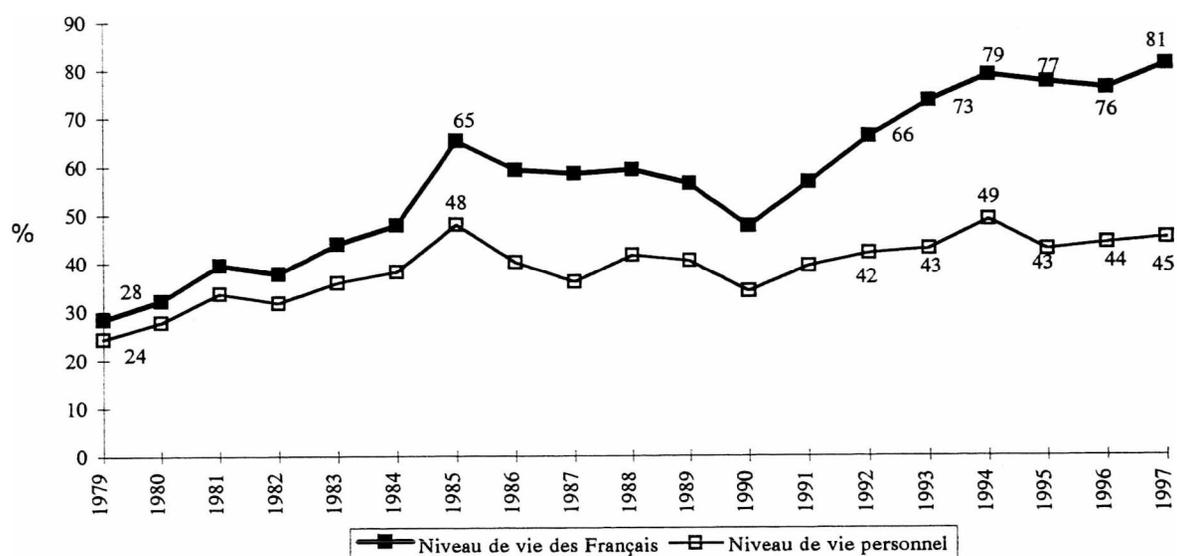
	Début 1996 (A)	Début 1997 (B)	(en %) Evolution 1996 - 1997 (B) - (A)
Employé	44	24	- 20
Ouvrier	47	33	- 14
Femme active	43	29	- 14
Réside dans une agglomération de 100 000 habitants ou plus (hors Paris - Région Parisienne)	43	29	- 14
A moins de 40 ans	34	21	- 13
Réside à Paris et dans la Région Parisienne	44	32	- 12
Chômeur	34	22	- 12
Indépendant (artisan, commerçant, exploitant agricole)	32	34	+ 2
Ensemble des Français	41	32	- 9

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Mais, le plus frappant de l'ensemble de ces évolutions est que le « décalage », particulièrement marqué depuis 1993, entre jugements sur sa propre situation et opinions sur la situation des « autres », continue à s'accroître : alors qu'il était de 32 points l'an dernier, il est maintenant de 36 (graphique 2). C'est l'écart le plus haut enregistré depuis début 1979, date de nos premières observations sur ce sujet.

Graphique 2

Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

C'est ce profond déphasage entre perceptions individuelles et perceptions collectives qui, en vérité, semble aujourd'hui le plus marquant pour expliquer l'état d'esprit de nos concitoyens : beaucoup de Français -et même de plus en plus- ont le sentiment que pour les autres, pour la société dans son ensemble, les choses sont encore bien plus dures que pour eux. Ce décalage est tel aujourd'hui que, loin de conduire les « gagnants » à l'optimisme, il les incite, au contraire, à redoubler d'une prudence attentiste et pessimiste.

L'importance de ce phénomène mérite que l'on s'y arrête quelques instants : qualifions de « gagnants déclarés » les individus qui considèrent que l'évolution de leur niveau de vie personnel est « meilleure » que celle du niveau de vie de l'ensemble des Français ; leur nombre n'a cessé de croître depuis 1979 (tableau 7). Mais il est intéressant de relever également que même si le pourcentage de « gagnants déclarés » varie sensiblement selon les groupes, notamment en fonction de l'âge et du niveau de formation, toutes les catégories sociales comportent aujourd'hui au moins 30% de ces « privilégiés apparents », signe que le décalage persistant entre perceptions individuelles et perceptions collectives ne concerne pas seulement les groupes considérés comme aisés : le taux actuel est, certes, de 52% chez les diplômés du supérieur (contre 42% en moyenne) et de 51% chez les cadres, mais il s'élève aussi à

52 % chez les moins de 40 ans, 40 % chez les ouvriers, 35 % chez les non-diplômés et 40 % chez les titulaires de revenus inférieurs à 6.000 Francs par mois.

Tableau 7

De plus en plus de Français pensent quand même mieux « s'en sortir » que les autres

(en %)

	1979 - 1981	1982 - 1984	1985 - 1988	1989 - 1991	1992 - 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
Pourcentage de « gagnants déclarés » au sein de la population ¹	19	22	30	29	36	41	39	42

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

En tout état de cause, la **crise de confiance collective** semble aujourd'hui nettement l'emporter dans les esprits sur les appréciations individuelles, notamment pour expliquer l'atonie de la consommation :

- D'une part, on observe que la grande majorité des Français (77 %) considèrent, dans les prochains mois, **ne pas changer leur niveau de consommation** (tableau 8). Et ceux qui pensent consommer un peu moins sont plus nombreux (15 %) que ceux qui prévoient, prochainement, de consommer plus (8 %).
- D'autre part, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, le sentiment de mieux « s'en sortir » que les autres, se conjugue plutôt au pessimisme général, **paralysant en quelque sorte les « gagnants déclarés »** : chez eux, aussi nombreux qu'en moyenne sont ceux qui pensent **ne rien changer prochainement dans leur niveau de consommation** (79 %). D'ailleurs, les plus aisés des Français n'ont pas sur ce point une attitude très différente des plus défavorisés (tableau 8).
- Enfin, si l'on observe que le sentiment de restrictions s'est accru cette année² (65 % des Français déclarent se serrer régulièrement la ceinture sur certains postes de leur budget, contre 61 % l'an dernier et 62 % il y a deux ans), cette évolution traduit peut-être plus une augmentation des difficultés ressenties des Français qu'une plus grande appétence à la consommation : l'accroissement des restrictions a touché davantage les titulaires des revenus les plus faibles (+ 8 points, contre + 4 en moyenne cette année), tandis qu'il a affecté autant qu'en moyenne les « gagnants déclarés » (+ 4 points).

¹ Sont considérés comme « gagnants déclarés » ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel depuis dix ans « va mieux », alors qu'ils pensent que celui de l'ensemble des Français est stable ou moins bon, et ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel est stable, alors que celui des Français va moins bien.

² Cette augmentation des restrictions a concerné tous les postes budgétaires, sauf les soins médicaux.

Tableau 8
Pensez-vous, dans les prochains mois ...*

	Ensemble des Français	dont : « Gagnants déclarés »	dont :	
			Titulaires de revenus inférieurs à 6.000 F/mois	Titulaires de revenus supérieurs à 15.000 F/mois
. Consommer un peu plus	8	9	11	8
. Consommer un peu moins	15	12	14	14
. Ne pas changer votre niveau de consommation	77	79	75	77
Total	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Cette question a été posée cette année pour la première fois dans le système d'enquêtes « Aspirations ».

Il y a là les signes que le « redémarrage » de la consommation passe par une amélioration sensible du « moral collectif ». Preuve de ce pessimisme sociétal ambiant : 67% des Français estiment aujourd'hui qu'« il est probable que nos enfants auront demain un niveau de vie inférieur au nôtre ». Cette idée est majoritaire dans tous les groupes sociaux sans exception.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas, à vrai dire, de constater que les préférences des Français envers l'augmentation du pouvoir d'achat restent toujours très au-dessus des attentes de temps libre (tableau 9) : 61% des actifs préféreraient une amélioration de leur pouvoir d'achat, contre 39% qui opteraient pour un accroissement de leur temps libre (+ 2 points en un an)¹.

Tableau 9
Quelle est votre préférence entre ... ?

(Question posée aux seuls actifs)

	en %										
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
Une amélioration de votre pouvoir d'achat.....	66	69	69	62	67	60	56	65	62	63	61
Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	44	34	37	37	39
Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1	1	-	1
Ensemble	100										

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

¹ Il reste que 22% des salariés exerçant à temps plein souhaiteraient travailler à temps partiel avec une diminution de salaire, si leur employeur l'acceptait (- 2 points en un an).

Les plus gros demandeurs d'une augmentation de pouvoir d'achat sont toujours les catégories le plus directement touchées par les difficultés économiques : c'est, par exemple, le cas des ouvriers (67% déclarent préférer un accroissement de leur pouvoir d'achat), ou des actifs disposant dans leur foyer de moins de 8 000 Francs mensuels (69%), même si, dans ces groupes, la demande de temps libre s'est accrue en un an.

Les plus gros partisans de temps libre restent les cadres (46% en sont demandeurs) et surtout les titulaires de revenus supérieurs à 15 000 Francs par mois (50%). Mais on remarque que cette année, les diplômés de l'enseignement supérieur sont bien moins nombreux à demander plus de temps disponible : 43% le souhaitent, contre 50% l'an dernier.

3. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société retrouve quasiment son plus haut niveau historique

Comment ne pas mettre en relation la crise de confiance collective du pays et la remontée spectaculaire du « radicalisme » intervenue cette année ?

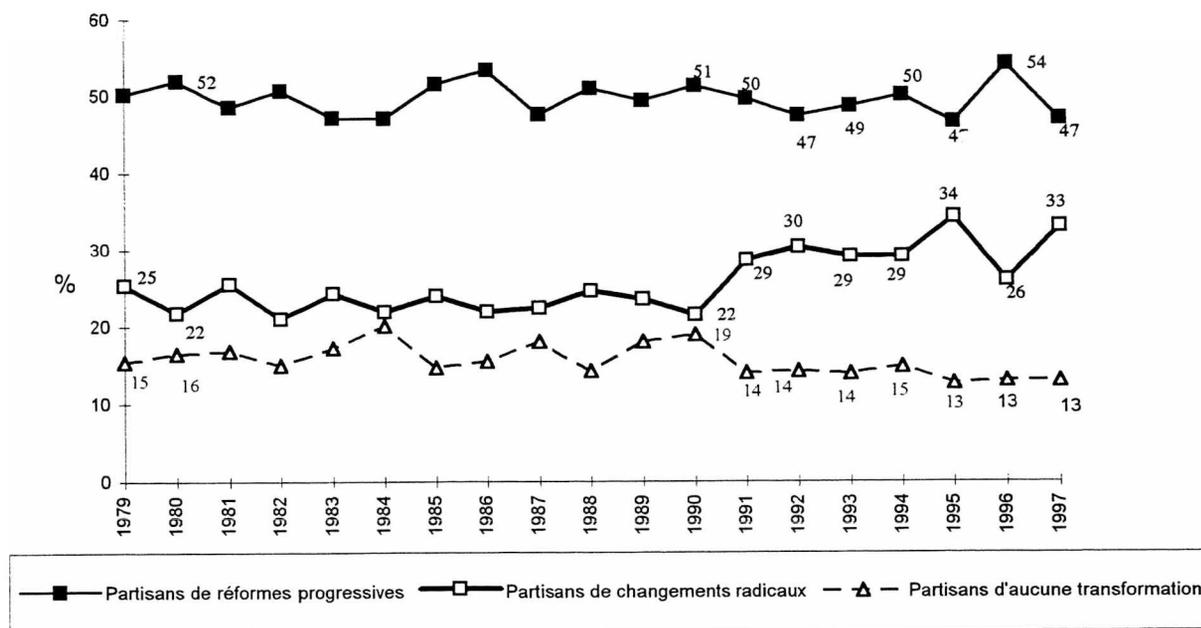
Les mouvements sociaux de la fin 1995 avaient en effet contribué, après une poussée de fièvre, à un certain « désabusement » d'une opinion devenue soudain moins revendicative et contestataire¹. Le redressement de tendance intervenu cette année frappe donc par son amplitude, d'autant qu'il y a six mois, la volonté de radicalisme ne s'était encore que légèrement redressée. Ainsi, alors qu'il y a un an, 26% de la population étaient partisans de réformes radicales pour transformer la société, le taux est passé à 28% en juin dernier pour atteindre maintenant 33%, c'est à dire quasiment le niveau historique du début 1995 (graphique 3).

A vrai dire, cette inflexion, comme il y a un an, n'affecte pas la volonté réformatrice des Français : 80% d'entre eux la partagent toujours. Ce sont les **méthodes** à mettre à oeuvre qui évoluent : 33% de la population prônent le changement **radical** (+ 7 points en un an), tandis que 47% optent pour des **réformes progressives** (- 7 points).

¹ Cf. G. Hatchuel : « janvier 1996 : après une poussée de fièvre, l'accalmie s'accompagne d'une inquiétude désabusée vis-à-vis de l'avenir », note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes Aspirations, CREDOC, Mars 1996.

Graphique 3

Une demande accrue de réformes radicales de la société



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Cette demande accrue de changements radicaux touche davantage, cette année, les ouvriers (+ 19 points, contre + 7 points en moyenne), les chômeurs et les moins de 40 ans. De façon générale, cette augmentation concerne autant les **titulaires de revenus modestes** que les **catégories moyennes** (bénéficiant de 10 000 à 15 000 Francs de revenus mensuels, cf. tableau 10).

Mais, à vrai dire, ce regain de radicalisme ne concerne pas seulement ces groupes de population : il touche **toutes les catégories sans exception**, aussi bien, par exemple, les personnes de plus de 65 ans (+ 5 points), les employés (+ 9 points) ou les « gagnants déclarés » (+ 7 points), signe, encore une fois, que le sentiment de « tirer son épingle du jeu » ne contribue pas aujourd'hui à diminuer le désir de voir la société se transformer, tout aussi profondément que radicalement.

Observé sur deux ans, le double mouvement de recul, puis de regain de la demande de changements radicaux n'apparaît cependant pas de même amplitude dans tous les groupes sociaux :

- Comparé au début 1995, le radicalisme est maintenant notablement plus élevé chez les ouvriers (48% expriment aujourd'hui une telle demande), les travailleurs indépendants et les parisiens de moins de 40 ans (tableau 10).
- Il a, en deux ans, globalement reculé chez les employés et les femmes au foyer. Mais même dans ces groupes, environ un tiers des individus estiment aujourd'hui que la société a besoin de transformations radicales.

Tableau 10
Le pourcentage de partisans de changements radicaux
pour transformer la société française
- Evolution pour quelques catégories -

	(en %)			
	Début 1995 (A)	Début 1996 (B)	Début 1997 (C)	Evolution 1996-1997 (C - B)
. Ouvrier	39	29	48	+ 19
. Chômeur	44	31	44	+ 13
. 35 à 49 ans	39	25	38	+ 13
. Personne de moins de 40 ans, résidant à Paris - Région Parisienne	31	25	38	+ 13
. Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F./mois	34	27	38	+ 11
. Revenus du foyer compris entre 10 000 F. et 15 000 F./mois	38	27	38	+ 11
. 25 - 34 ans	35	29	40	+ 11
. Indépendant (artisan, commerçant, exploitant agricole) (1)	32	35	40	+ 5
Ensemble des Français	34	26	33	+ 7

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Ont été classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et les chefs d'entreprises. Les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas.

Cette « accélération contestatrice » se retrouve également dans le sentiment formulé par les Français sur le **fonctionnement de la justice** : 65% estiment aujourd'hui que celle-ci fonctionne mal, contre 56% il y a un an. Cette évolution est d'autant plus notable que les opinions sur cette institution n'avaient cessé de s'améliorer depuis 1992.

La dégradation de l'image de la justice est, encore une fois, particulièrement nette chez les ouvriers (+ 14 points d'opinions négatives, contre + 9 en moyenne) ; mais, en vérité, **elle n'épargne aucune catégorie**. On observe même un accroissement notable de l'insatisfaction dans les groupes jusque-là les moins contestataires sur ces sujets, pour ne pas dire les plus « conservateurs » : les retraités (+ 15 points d'opinions négatives) ou les résidents de communes rurales (+ 12 points).

Enfin, l'appréciation portée par les Français sur l'efficacité des politiques de lutte contre le chômage participe de ce mouvement de défiance collective : alors même, on l'a vu, que les préoccupations premières de la population concernent le chômage, 89% considèrent que les mesures mises en oeuvre par les pouvoirs publics dans ce domaine sont inefficaces (+ 2 points en un an, + 12 points en deux ans)¹.

4. Les inquiétudes reculent sensiblement, mais les craintes en matière de sécurité quotidienne restent élevées

Cette montée préoccupante du radicalisme s'accompagne cette année, paradoxalement, d'une diminution significative des inquiétudes. Ce phénomène est d'autant plus spectaculaire que notre indicateur, qui traduit une peur **cumulée** (personnes inquiètes sur quatre thèmes à la fois), n'avait cessé de croître depuis 1982, date de nos premières observations.

Certes, l'indicateur avait marqué l'an dernier un léger recul, mais sans commune mesure avec la diminution enregistrée cette année : 23% des Français peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets, contre 28% l'an dernier et 30% il y a deux ans (tableau 11).

¹ De fait, l'idée que la réduction du temps de travail pourrait effectivement créer des emplois reste majoritaire : 60% des Français y croient, comme l'an dernier.

Tableau 11
Un recul significatif des inquiétudes*

	1982- 1983	1986- 1987	1988- 1989	1990- 1991	1992- 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
% d'individus « inquiets »**	14	22	29	28	26	28	30	28	23
% d'individus « tranquilles »***	14	12	10	7	7	7	6	8	11

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- ** Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).
- *** Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Cette diminution est d'autant plus notable que la méthode de calcul de l'indicateur, reposant sur quatre variables différentes, tend précisément à minimiser ses variations conjoncturelles. Rappelons qu'il prend en compte quatre sujets de risques possibles - autres que le chômage- : ils concernent des domaines très différents, qui sont relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire) ; l'indicateur mesure le nombre de personnes inquiètes **conjointement sur les quatre thèmes**.

Cette diminution répond-elle à un phénomène purement conjoncturel, transitoire dirons-nous ? Rien ne permet encore de l'affirmer, mais on peut se demander si les variations mises en évidence ne sont pas révélatrices d'un **début de changement profond**. Deux éléments en témoignent :

- Le niveau d'inquiétudes atteint cette année est tel qu'il tend à « effacer » toute la période 1988-1996 : les taux sont proches maintenant de la situation qui prévalait en 1986-1987.
- La baisse des inquiétudes **affecte fortement les groupes considérés habituellement comme les plus craintifs¹** : les personnes âgées de 65 ans et plus (- 11 points, contre - 5 en moyenne), les femmes ou les non-diplômés (tableau 12). La diminution des craintes est également très sensible dans les catégories où les peurs culminaient toutes ces dernières années : les femmes au foyer, les employés,

¹ Voir G. Hatchuel et J.L. Volatier : « Les nouveaux inquiets », CREDOC, Consommation et Modes de Vie, n°62, Novembre 1991.

les titulaires de revenus modestes. Elle est également très forte chez les parisiens de moins de 40 ans (- 15 points).

Tableau 12

Le pourcentage d'individus « inquiets »

- Evolution dans quelques catégories -

(en %)

	Début 1996 (A)	Début 1997 (B)	Evolution 1996-1997 (B - A)
. Personne de moins de 40 ans, habitant Paris ou la Région Parisienne	28	13	- 15
. A 65 ans et plus	34	23	- 11
. Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F./mois	35	26	- 9
. Employé	34	26	- 8
. A entre 25 et 34 ans	29	21	- 8
. Femme	34	27	- 7
. Femme au foyer	37	30	- 7
. Non-diplômé	36	31	- 5
Ensemble des Français	28	23	- 5

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette diminution des craintes ne semble cependant pas avoir affecté de la même façon tous les risques ressentis : la baisse des inquiétudes vis-à-vis de la maladie grave est sensible (75% d'inquiets, - 5 points en un an) ; c'est aussi le cas pour l'accident de la route (- 7 points) ou l'accident de centrale nucléaire (- 6 points) ; cela concerne également, par ailleurs, le risque de guerre (- 8 points). Il reste que **la crainte d'une agression dans la rue n'a pas reculé** (51% d'inquiets, + 1 point) ; on observe même que les individus « beaucoup inquiets » d'une telle agression, sans atteindre le niveau de début 1995, passent de 25% à 27%, mouvement que l'on ne retrouve pour aucun autre risque, même celui du chômage.

Cette évolution, que l'on peut rapprocher de celle, déjà évoquée, concernant les préoccupations liées à « la violence et l'insécurité », va de pair, également, avec **une montée de « l'insécurité ressentie »** : 20% des Français se considèrent aujourd'hui « peu ou pas du tout » en sécurité dans leur vie quotidienne, contre 15% au début 1991, 16% en 1993 ou au début de l'an dernier.

Mais, cette légère montée des inquiétudes concernant l'agression dans la rue n'a pas touché systématiquement tous les groupes de la population : aux craintes accrues concernant les ouvriers, les 35-49 ans, les indépendants (+ 5 à + 10 points) correspond une relative accalmie des peurs de ce type chez les employés, les retraités et les jeunes parisiens (- 3 à - 8 points).

En vérité, un examen attentif des évolutions concernant les demandes de réformes radicales de la société et de celles relatives aux inquiétudes ressenties tend à mettre en évidence **la coexistence, dans la population, de deux groupes très différents :**

- Le **premier** concerne des catégories au sein desquelles le désir de changement radical s'est très sensiblement accru dans l'année (de + 5 à + 18 points), en même temps que les inquiétudes se sont stabilisées (de - 1 à + 1 point). Dans ce groupe, **la revendication accrue va de pair avec des inquiétudes fortes**, plus élevées qu'en moyenne et relativement stables. Ici, c'est une **certaine résignation qui semble plutôt l'emporter ; on y réagit beaucoup en fonction de ses peurs** : y figurent surtout les ouvriers, les chômeurs, les personnes de 35 à 49 ans, les indépendants et les habitants de grosses agglomérations provinciales.

On remarque aussi que dans ces catégories, la crainte de l'agression dans la rue s'est **systématiquement** accrue dans l'année (de + 3 à + 10 points, contre + 1 en moyenne).

- Le **second** regroupe des couches de la population où, là aussi, la demande de réformes radicales est très élevée (accroissement de + 10 à + 12 points dans l'année), mais au sein desquelles les inquiétudes ont sensiblement décru (de - 8 à - 15 points, contre - 5 en moyenne). Dans ces catégories, on peut se demander si ce n'est précisément pas **dans la baisse des inquiétudes que se trouvent les germes de l'accroissement du désir de réformes radicales** : le refus d'une certaine résignation va de pair avec **l'affirmation de revendications renouvelées**, s'appuyant sur la volonté explicite de dominer, ou de mieux maîtriser ses peurs.

Les catégories sociales les plus caractéristiques de ce groupe sont les employés, les individus de 25 à 34 ans, les parisiens de moins de 40 ans et les titulaires de revenus inférieurs à 8 000 Francs mensuels.

Une partie des inactifs semble, à un niveau moindre, les avoir rejoints (certaines femmes au foyer et personnes de plus de 65 ans). C'est aussi le cas des « gagnants déclarés ». En tout état de cause, dans ce groupe, la crainte de l'agression dans la rue a plutôt décru (de - 2 à - 8 points).

La crise de confiance collective du pays semble donc donner lieu à deux réactions complémentaires marquantes, même si toutes les attitudes ne peuvent systématiquement leur être rattachées :

- Une réaction de profond mécontentement, empreinte de frilosité, en un mot une certaine résignation désabusée, liée à la prégnance des inquiétudes.
- Une réaction contestataire, l'affirmation d'un « ras le bol » revendicatif, trouvant précisément sa source dans un certain dépassement de ses craintes.

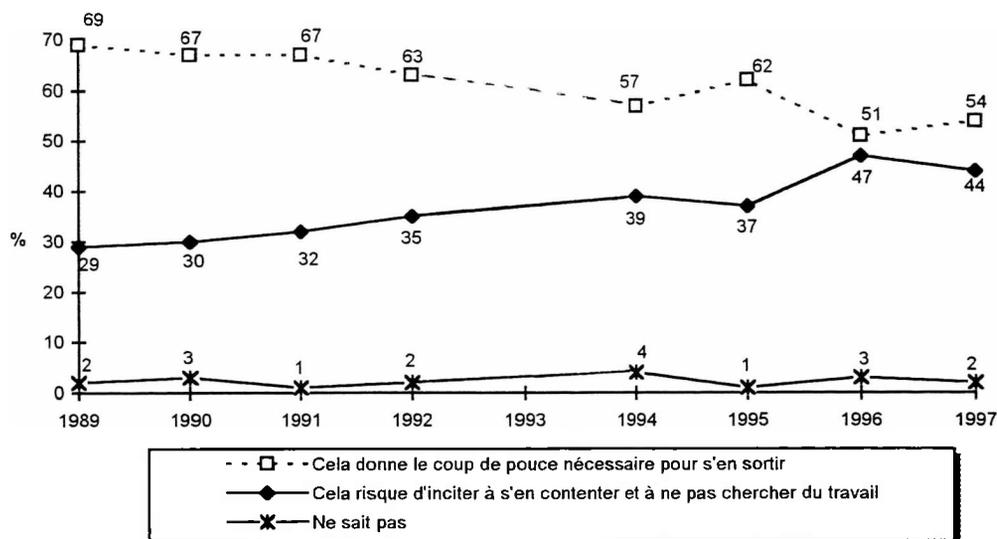
5. Les interrogations sur les effets pervers de certaines prestations sociales se stabilisent, sans totalement refluer

Les deux mouvements mis en évidence, crise de confiance collective et diminution des inquiétudes, ont-ils pour effet de se neutraliser quand il s'agit de porter un jugement sur l'impact des prestations sociales ?

Toujours est-il que les doutes suscités par les effets « pervers » que certaines prestations seraient censées générer ont tendance, cette année, à marquer une pause, voire à légèrement reculer, après la « flambée » de l'an dernier : certes, 44 % des Français estiment encore que le RMI « risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail », mais ce pourcentage est en recul de 3 points par rapport au début 1996 (graphique 4). Le taux s'était élevé de 10 points entre 1995 et 1996.

Graphique 4

Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le mouvement intervenu ne touche cependant pas de la même façon toutes les catégories sociales. Là encore, on remarque que les liens avec les deux groupes précédemment mis en évidence sont loin d'être négligeables :

- * Dans le groupe des « **mécontents, résignés et craintifs** » (premier groupe), les interrogations sur les effets pervers du RMI se maintiennent (- 1 point chez les ouvriers, stabilité chez les 35-49 ans) ; elles continuent même à s'accroître chez les indépendants (+ 2 points) et les habitants de grosses agglomérations de province (+ 2 points). La « suspicion » est aujourd'hui maximale chez les travailleurs indépendants : 58% considèrent que le RMI « n'incite pas à travailler » (contre 44% en moyenne). La « frilosité » de l'ensemble de ce groupe se retrouve donc dans la **méfiance renouvelée qu'il affiche envers les aides sociales**.
- * Dans le groupe des « **contestataires revendicatifs** », par contre, plus nombreux sont maintenant ceux qui mettent en avant l'aspect « coup de pouce du RMI » plutôt que ses effets pervers : le pourcentage d'individus estimant que la prestation risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher du travail recule, que ce soit chez les employés, les 25-34 ans, les parisiens de moins de 40 ans ou les titulaires de revenus inférieurs à 6 000 Francs mensuels (de - 3 à - 7 points,

contre - 3 en moyenne) ; la revendication contestataire s'accompagne donc ici de **l'affirmation d'une plus grande solidarité sociale.**

Mais la diminution des interrogations sur les « effets désincitatifs » du RMI est également plus nette dans certains des groupes qui avaient connu l'an dernier une flambée des « doutes » : cela concerne en particulier les hommes inactifs, retraités essentiellement (- 10 points cette année, contre - 3 en moyenne) et les habitants de communes de moins de 2 000 habitants (- 8 points).

Ces quelques évolutions ne peuvent cependant masquer que selon les catégories, de 36 à 47% de la population considèrent que le RMI présente des risques de désincitation au travail. Encore une fois, **la volonté d'une partie du corps social français qu'une attention accrue soit portée sur les modalités de versement, et de contrôle, des prestations sociales reste forte.** On peut en trouver le signe tangible dans le fait qu'une majorité de la population (53% exactement) considère toujours préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir principalement des **aides en nature** (sous forme d'équipements ou de services). Ce taux est cependant en recul de 5 points par rapport à l'an dernier.

Un même recul relatif s'observe en matière d'assurance-chômage : alors qu'il y a un an, 32% des Français s'opposaient à l'idée de l'indemnisation systématique de **tous** les chômeurs, 27% de la population sont aujourd'hui de cet avis (- 5 points en un an). Mais si la « fronde » envers les politiques sociales recule, le pourcentage atteint dans ce cas (27%) reste plus élevé que celui du début 1995 (24%).

Toujours est-il que cette « fronde » ou plutôt les interrogations soulevées concernent, il faut le rappeler, les modalités de distribution des aides sociales et ce qu'elles peuvent générer en termes d'effets éventuellement « déresponsabilisants ». **Elles ne touchent pas le bien-fondé de ces prestations** : la solidarité envers les plus défavorisés n'est pas remise en cause. Trois éléments permettent de l'affirmer :

- * Une importante majorité de la population reste convaincue que la prise en charge des familles défavorisées « leur permet de vivre », et non qu'elle leur enlève tout sens des responsabilités : 62% des Français le pensent, taux identique à celui de l'an dernier.

- * 70% considèrent que les personnes en situation de pauvreté le sont parce qu'elles « n'ont pas eu de chance », et non parce qu'elles ne font pas assez d'efforts pour s'en sortir (le taux était de 69% il y un an).
- * Enfin, 69% de nos concitoyens estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis, pourcentage quasiment aussi élevé que celui atteint en 1995 (73%), année où l'attente d'aides envers les plus défavorisés était particulièrement affirmée¹.

6. Contribuer à la défense de l'environnement : une idée dont les fluctuations ne sont peut-être pas étrangères à la crise qui affecte la société

Ce phénomène est-il à rapprocher des doutes collectifs qui étreignent la population depuis quelques années ? Toujours est-il que l'idée de contribuer, par des efforts financiers ou d'éventuels sacrifices, à la lutte pour la préservation et la protection de l'environnement ne cesse de fluctuer sensiblement depuis trois ans. Ainsi, après un recul brutal en 1995, le redressement des opinions opéré au début 1996 a de nouveau fait place à des évolutions plus ou moins contradictoires :

- S'agissant des sacrifices que les Français seraient prêts à consentir pour préserver l'environnement, **le recul est très sensible** (tableau 13) : cette année, les enquêtés se déclarent moins souvent prêts, dans le but de protéger la nature, à accepter un ralentissement économique (- 8 points en un an), à tolérer moins de confort (- 7 points) ou à admettre un niveau de vie plus faible (- 6 points). Remarquons que quasiment aucun de nos concitoyens ne sont, par ailleurs, disposés à accepter une augmentation du chômage (3%, - 1 point en un an).

¹ Voir G. Hatchuel, A.D. Kowalski : « La solidarité envers les plus démunis s'accroît, les exigences aussi », CREDOC, Consommation et Modes de Vie, n° 107, Avril 1996. En 1991 et 1992, 62% de la population évoquaient l'insuffisance de l'aide des pouvoirs publics envers les plus démunis, contre 69% aujourd'hui.

Tableau 13
Le pourcentage de Français prêts à accepter,
pour préserver et protéger l'environnement, ...

	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Evolution 1996-1997
... Un ralentissement économique	53	50	50	33	45	37	- 8
... Moins de confort	50	51	54	38	48	41	- 7
... Un niveau de vie plus faible	39	40	41	27	34	28	- 6
... Une augmentation du chômage	7	6	6	3	4	3	- 1

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Le recul enregistré est d'autant plus net qu'il concerne, en réalité, tous les groupes sociaux. Mais on peut se demander si ce n'est pas précisément la crise de confiance collective actuelle qui affecte ici les opinions. Comment, en effet, admettre l'idée d'imposer de nouveaux **sacrifices collectifs** à la société, alors qu'on pense que la situation de **l'ensemble des Français** ne cesse de se dégrader ? En tout état de cause, on remarque que le recul mis en évidence est quasiment plus marqué, notamment pour le ralentissement économique ou la diminution du niveau de vie, dans les groupes a priori les plus aisés, ceux qui se déclarent habituellement prêts à davantage consentir de tels efforts. Eux-mêmes envisagent donc moins d'accepter de tels sacrifices, et **surtout envisagent peut-être moins de les imposer aussi aux « autres »**.

- Le recul des opinions est moins fort quand il s'agit d'envisager l'idée, relevant davantage d'un choix individuel, de payer 10% plus cher des produits « verts » : 52% de la population y adhèrent, contre 54% il y a un an. Un même recul relatif est d'ailleurs intervenu cette année quant à l'idée de payer plus cher des produits « meilleurs pour la santé » (65% des Français y sont prêts, contre 68% au début 1996). Il y a là une indication : plus qu'un recul réel de l'adhésion à la défense de l'environnement, c'est la sensibilité accrue aux prix, le refus de payer « plus cher » les produits qui restent toujours très prégnants.
- Enfin, étrangement, l'idée d'une « taxe environnementale », qui n'avait cessé de régresser depuis 1994, est un peu mieux admise cette année : 34% de la population se déclarent prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement, contre 29% au début 1996 (tableau 14). Le taux est cependant encore nettement plus bas que celui de début 1994 (42%).

Tableau 14

Le pourcentage de Français prêts, personnellement, à « payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement »

						(en %)
Début 1991	Début 1993 (*)	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Evolution 1996-1997
29	35	42	33	29	34	+ 5

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(*) Le libellé de la question était légèrement différent en 1993 : il s'agissait d'individus « prêts à donner de l'argent pour des actions de protection de l'environnement ».

Mais, à vrai dire, cette acceptation accrue d'une taxe environnementale n'a pas, cette année, affecté de façon identique toutes les catégories : elle est sensiblement plus accentuée chez les individus les plus modestes (+ 12 points chez les titulaires de revenus mensuels inférieurs à 6 000 Francs, contre + 2 chez les bénéficiaires de revenus supérieurs à 15 000 Francs). N'y aurait-il pas là une prise de conscience de l'importance de la notion de défense de l'environnement, plus ou moins associée à l'idée que, dans le contexte actuel, ce devrait être plutôt aux catégories aisées d'engager sur ce point les plus gros efforts ?

En tout état de cause, un élément reste indiscutable : malgré les fluctuations intervenues depuis trois ans, l'idée de contribuer à la protection de l'environnement a globalement reculé par rapport au début 1994. Il reste qu'on peut se demander, au vu des jugements formulés cette année, si ce recul apparent traduit une moindre adhésion des Français à l'idée de participer à la lutte pour la protection de la nature, ou si la crise collective que traverse le pays ne masque pas, en réalité, un début de prise de conscience plus large du problème environnemental.

*

*

*

Désirs intenses de transformation radicale de la société, pessimisme généralisé en ce qui concerne l'évolution du niveau de vie du pays, décalage record entre espoirs personnels et perceptions de l'état de la société, attentes sécuritaires accrues, **la crise de confiance collective** qui affecte aujourd'hui le corps social français fait penser, sur bien des aspects, à la situation qui prévalait il y a deux ans, au début 1995.

Cette crise de confiance paraît cependant plus aiguë, ne serait-ce que parce que le contexte pré-électoral de janvier 1995 pouvait être alors considéré, en quelque sorte, comme un exutoire à la montée de « radicalité » observée. En tout état de cause, la crise collective est aujourd'hui **paralysante** : elle semble « bloquer » autant les catégories soumises à de profondes difficultés économiques que celles qui, pourtant, ont le sentiment de mieux s'en tirer que les autres. Aujourd'hui, force est de constater que le **pessimisme collectif efface, annihile presque tous les espoirs individuels.**

Certes, l'examen des différentes facettes des jugements exprimés met en évidence **quelques signes consistants d'espérance** : les inquiétudes ont, pour la première fois depuis longtemps, sensiblement décru ; le pessimisme sur les conditions de vie personnelles futures subit un reflux significatif. L'existence même d'un groupe de population important, qui a le sentiment profond que, pour lui, les choses vont relativement mieux que pour l'ensemble de la société, pourrait être précisément à l'origine d'un début de « relance », pour peu que le « moral collectif » retrouve quelques couleurs, que s'affirme dans les esprits encore désabusés un vrai espoir commun, celui de sortir du long tunnel de la crise.

En tout état de cause, la société française paraît se **fissurer** et l'attentisme actuel semble faire place à un début de recomposition sociétale autour de deux pôles divergents : à la **résignation frileuse** des uns, jouets de leurs inquiétudes, méfiants à l'égard des aides sociales, et considérablement **insatisfaits** (c'est le cas d'une bonne partie des ouvriers aujourd'hui), semble s'opposer la **volonté revendicative, contestataire** des autres, moins méfiants vis-à-vis des effets de la solidarité sociale et moins marqués par leurs craintes -ou animés par le souci de les dépasser- (c'est le cas aujourd'hui d'une bonne partie des employés ou des jeunes parisiens).

Il y a un an, dans cette même note de conjoncture, nous nous interrogeons : « *le balancier des opinions hésite encore, écrivions-nous. Le corps social, désabusé, attend manifestement les signes qui le feront pencher - basculer ? - d'un côté ou de l'autre* ». A vrai dire, on peut observer aujourd'hui que le corps social français n'a pas basculé. Disons plutôt qu'il **s'écartèle**, qu'il paraît se **fragmenter**, dans un climat de défiance collective dont le bruissement lourd, répété, affecte profondément les esprits.

*

*

*

A N N E X E

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1997

Réalisée depuis dix-neuf ans, l'enquête "*Conditions de vie et Aspirations des Français*" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera "**l'espace des opinions des Français**"¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace des opinions des Français*. Cette construction permet de suivre à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1997.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 1997.

¹ Voir la note de conjoncture de l'an dernier, déjà citée. Voir aussi : "*L'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques, une tentative de synthèse*", A. Dufour, J.L. Volatier, CREDOC, Février 1993. On trouvera la liste des variables retenues page 45 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- Le début 1997 se caractérise **par le plus haut niveau d'insatisfaction** atteint par la société française depuis 1979. Le niveau de mécontentement du début 1994 est maintenant dépassé. Ce mouvement général d'insatisfaction croissante, visible dans quasiment tous les groupes de la population, est cette année particulièrement marqué chez les travailleurs indépendants, les retraités et les habitants de l'agglomération parisienne (surtout les jeunes). Toutes ces catégories n'ont cependant pas encore atteint le niveau de mécontentement record des ouvriers et des personnes de 35 à 49 ans.
- Le mouvement général vers le « *modernisme* » en matière de moeurs, constaté depuis deux ans, marque cette année une pause, mais sans régresser. Cette stabilité apparente masque en fait une légère diminution du modernisme chez les cadres et les catégories aisées, et un accroissement chez les ouvriers et les jeunes parisiens.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 1997)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire "l'espace général des opinions des Français"¹.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages "satisfaction/insatisfaction" et "modernisme/traditionalisme" (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

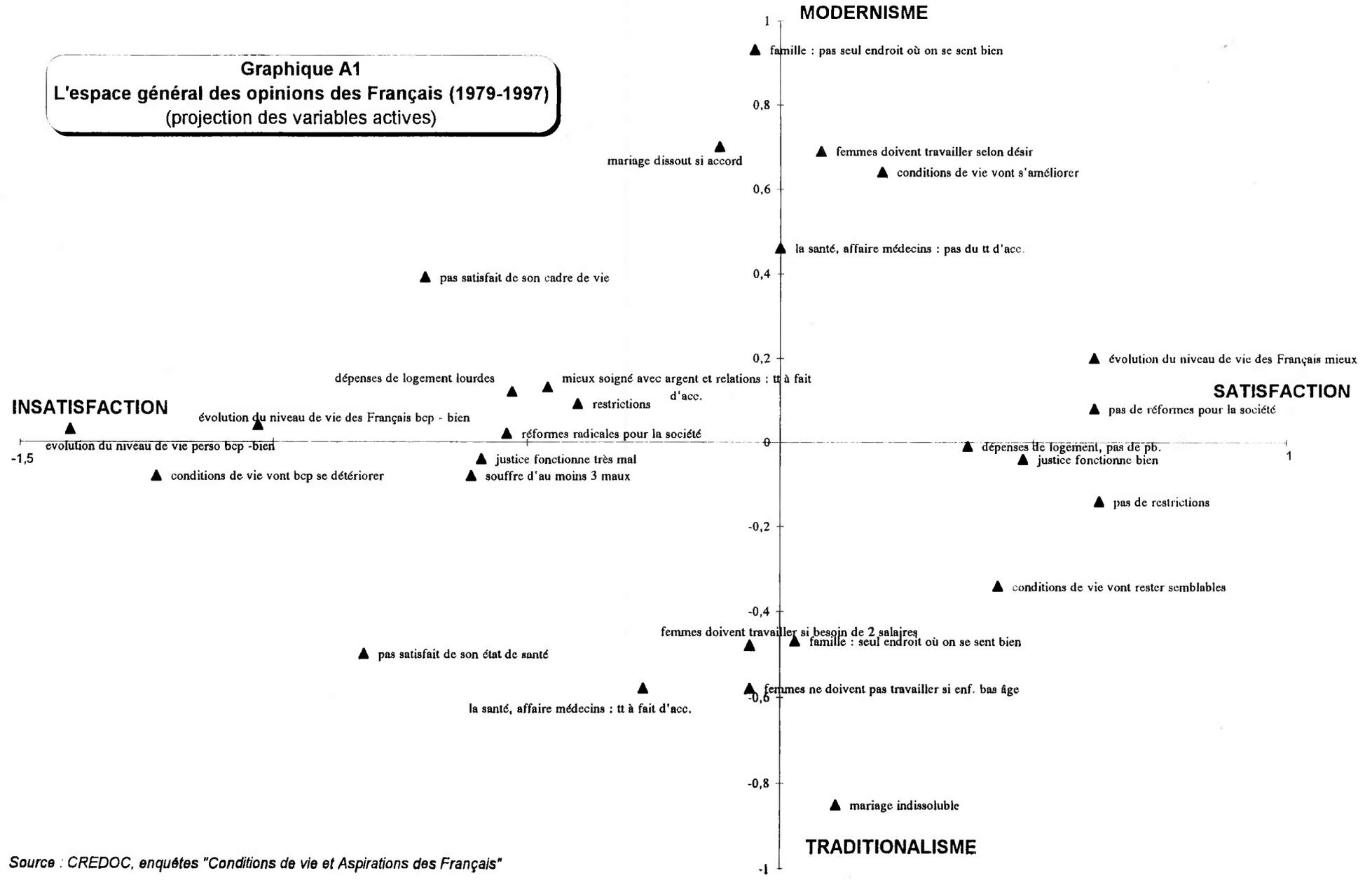
A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

Le deuxième axe : Traditionalisme/modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 38 000 individus (dix-neuf vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-1997)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de moeurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur dix-huit ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 1997

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (graphique A2).

Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 1997), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par une **insatisfaction croissante** et un **plus grand modernisme**. Mais ce mouvement général a été atteint à la suite de nombreux revirements et inflexions. Huit grandes phases peuvent être grosso-modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.

- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 au début 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1996, une poussée du modernisme, accompagnée d'un recul de l'insatisfaction.
- 8 - Janvier 1997 se caractérise surtout **par une montée très sensible du mécontentement**, mais sans variation particulière sur l'échelle du modernisme/traditionnalisme. Le niveau de mécontentement atteint cette année est **le plus élevé** de tous ceux mis en évidence depuis la création du système d'enquêtes ; il dépasse légèrement celui de 1994.

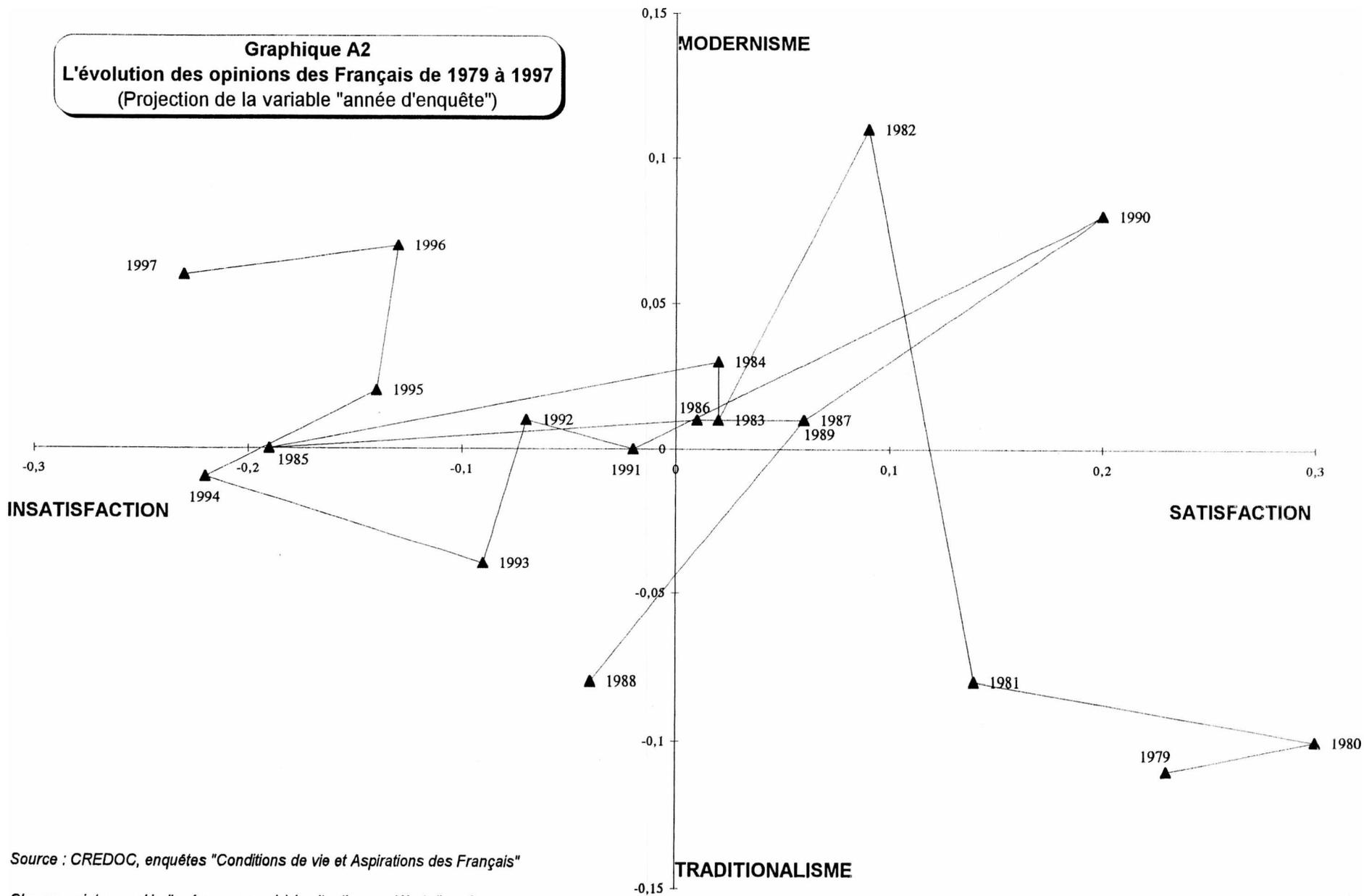
Ce regain très net de l'insatisfaction répond à la conjonction d'une série d'éléments révélateurs de **la crise de confiance collective du pays** : jugements particulièrement négatifs sur l'évolution du niveau de vie de l'ensemble de la population, accroissement du désir de transformation radicale de la société, montée de l'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la justice, mécontentement accru à l'égard du cadre de vie quotidien, augmentation des restrictions ressenties¹. Dans ce contexte, l'amélioration des opinions concernant les conditions de vie personnelles futures ne pouvait à elle seule contenir le mouvement général d'insatisfaction. Celui-ci touche d'ailleurs, nous allons le voir, des catégories habituellement peu portées à la contestation systématique, tels que par exemple les retraités.

La société dans son ensemble ne semble pas, par ailleurs, face à ce mouvement de fond, avoir sensiblement évolué en matière de moeurs. La poussée de modernisme, qui était intervenue en 1994 et 1995, notamment en matière d'activité féminine, marque donc cette année une pause, mais sans véritable recul.

Ces évolutions « moyennes » cachent cependant des différences sensibles de trajectoires selon les groupes sociaux.

¹ « L'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'espace des opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français de 1979 à 1997
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques.

Trois critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1996 et janvier 1997 : ils concernent la localisation des enquêtés (Paris-province, ruraux-urbains), leur âge et leur profession-catégorie sociale.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les dix-neuf positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de huit points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1979-1981, 1982-1984, 1985-1987, 1988-1990, 1991-1993, 1994-1995, 1996, 1997. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en début 1996, puis en janvier 1997.

A - L'insatisfaction progresse encore plus vite chez les habitants de la région parisienne, surtout ceux de moins de 40 ans (graphique A3 et A4).

D'une manière générale, quel que soit le groupe analysé, on observe que les évolutions de 1979 à 1997 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Même si cela est un peu moins vrai pour les habitants de Paris et de son agglomération au début de la période (1982-1990) ou pour les résidents de petites communes ces deux dernières années.

En tout état de cause, l'insatisfaction s'est, cette année, sensiblement accrue dans les trois groupes concernés :

- **Pour les ruraux**, l'amélioration du « moral », qui était intervenue au début 1996, a cédé la place au mouvement général de croissance du mécontentement. Le niveau d'insatisfaction atteint par les habitants de petites agglomérations de moins de 2 000 habitants est maintenant aussi élevé que celui qui prévalait il y a deux ans : ceux-ci sont repassés du côté des « insatisfaits » dans l'espace des opinions (graphique A3).

Un autre mouvement est intervenu dans ce groupe : alors que l'an dernier, les habitants de petites communes avaient opéré un mouvement sensible en direction du modernisme, cette année ils reperdent en partie un peu du chemin gagné ; leurs attitudes, hier plus « progressistes » en matière d'activité féminine, marquent en effet un certain repli : 31 % d'entre eux estimaient il y a deux ans que les femmes ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge ; ce taux était descendu à 22 % au début 1996 ; il repasse cette année à 25 %.

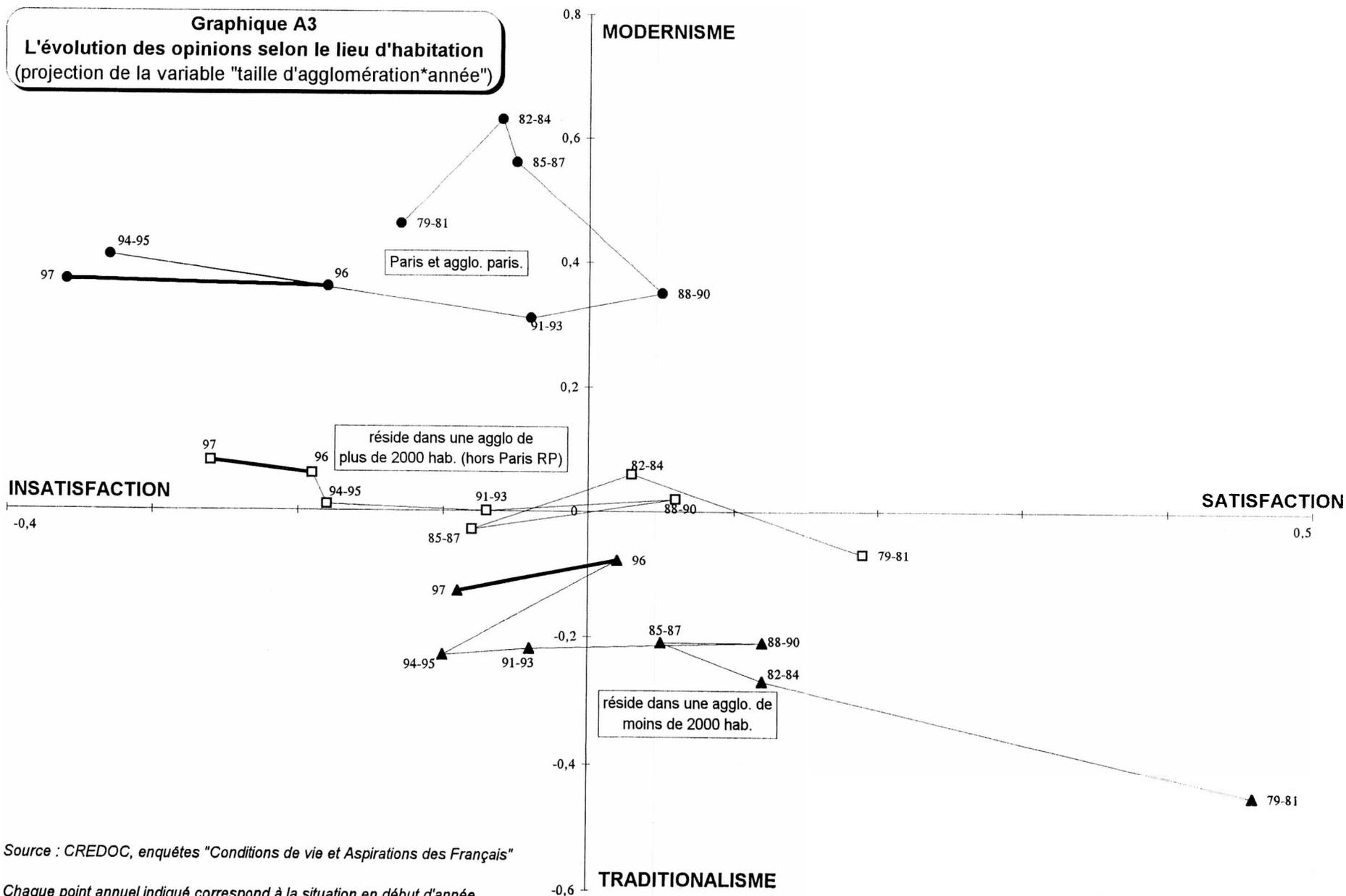
- **Pour les autres habitants de province**, l'insatisfaction a continué à progresser, comme c'est maintenant le cas pour eux, de façon globale, depuis 1990. Le mécontentement n'est donc pas l'apanage des seuls franciliens. Cette montée du « mal-être » hors Ile de France concerne d'ailleurs tout autant, depuis deux ans, les habitants de grosses agglomérations que ceux de communes intermédiaires (2 000 à 100 000 habitants). Notons à ce propos que 56 % des habitants des grosses agglomérations de province se disent aujourd'hui inquiets du risque d'agression dans la rue (contre 51 % en moyenne).
- Enfin, c'est chez les habitants de l'agglomération parisienne que, cette année, l'accroissement de l'insatisfaction a été la plus forte. Cette évolution tranche totalement avec l'amélioration du moral des franciliens qui était intervenue au début 1996.

Les variations survenues en janvier 1997 ne sont cependant pas de même ampleur chez les parisiens de moins de 40 ans et chez leurs cadets. Alors que depuis plusieurs années, les « jeunes parisiens » s'étaient relativement assagis, c'était plutôt leurs aînés qui faisaient preuve de la plus forte insatisfaction. Celle-ci a continué à s'accroître : par exemple, 64 % des parisiens de plus de 40 ans déclarent s'imposer régulièrement des restrictions, contre 52 % l'an dernier ; de même, 25 % ne se sentent pas en sécurité dans leur vie quotidienne (+ 7 points en un an).

Mais ces évolutions sont sans commune mesure avec la spectaculaire progression de l'insatisfaction des jeunes franciliens : c'est le groupe dont le mécontentement a évolué le plus vite cette année. Alors même que leurs inquiétudes ont sensiblement baissé, 38 % demandent maintenant des réformes radicales de la société (+ 12 points en un an), 71 % considèrent que la justice fonctionne mal (+ 10 points en un an) et 76 % estiment que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années (+ 6 points en un an).

Ce malaise grandissant s'est aussi accompagné d'une poussée du modernisme : 82 % des jeunes franciliens (+ 7 points en un an) sont plutôt « favorables » à l'activité professionnelle des femmes, contre 56 % de l'ensemble des Français. Cette croissance du modernisme est d'autant plus notable qu'elle n'est vraiment partagée cette année que par deux autres groupes : les ouvriers et les titulaires de revenus modestes.

Graphique A3
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



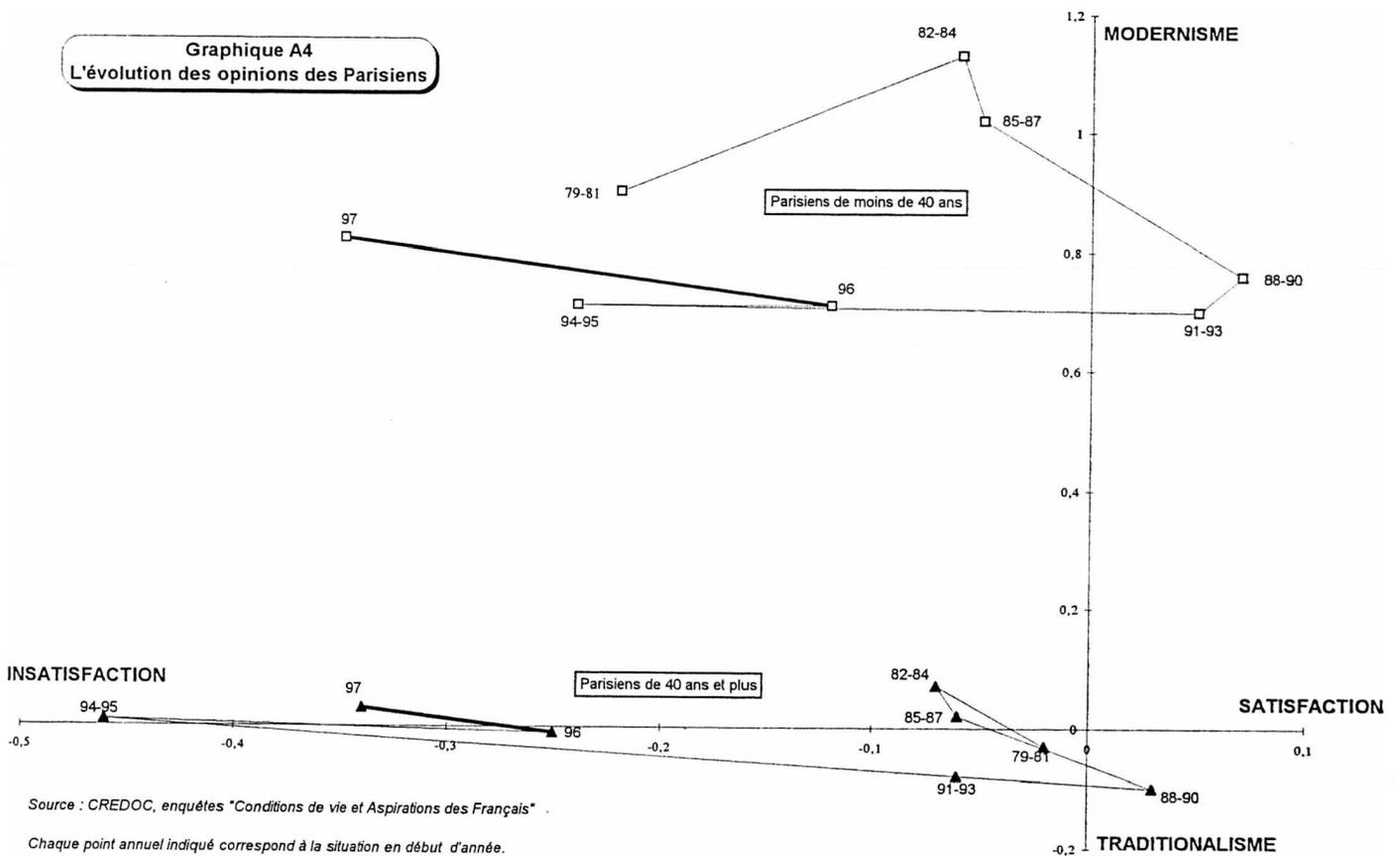
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

L'évolution comparée, dans l'espace des opinions, de la situation des habitants de la région parisienne en fonction de leur âge confirme ces éléments (graphique A4) :

- Les parisiens de plus de quarante ans n'ont pas encore retrouvé le niveau d'insatisfaction qui était le leur dans les années 1994-1995, même si leur mal-être s'est accru cette année.
- Le mécontentement des jeunes parisiens est maintenant un peu plus haut que celui de leur aînés. Poussée de l'insatisfaction et montée du modernisme : les parisiens de moins de 40 ans retrouvent en partie les positions qu'ils avaient il y a bien longtemps, celles des anciens « soixante-huitards » pour qui le modernisme allait de pair avec des attitudes contestatrices globales.

Graphique A4
L'évolution des opinions des Parisiens



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

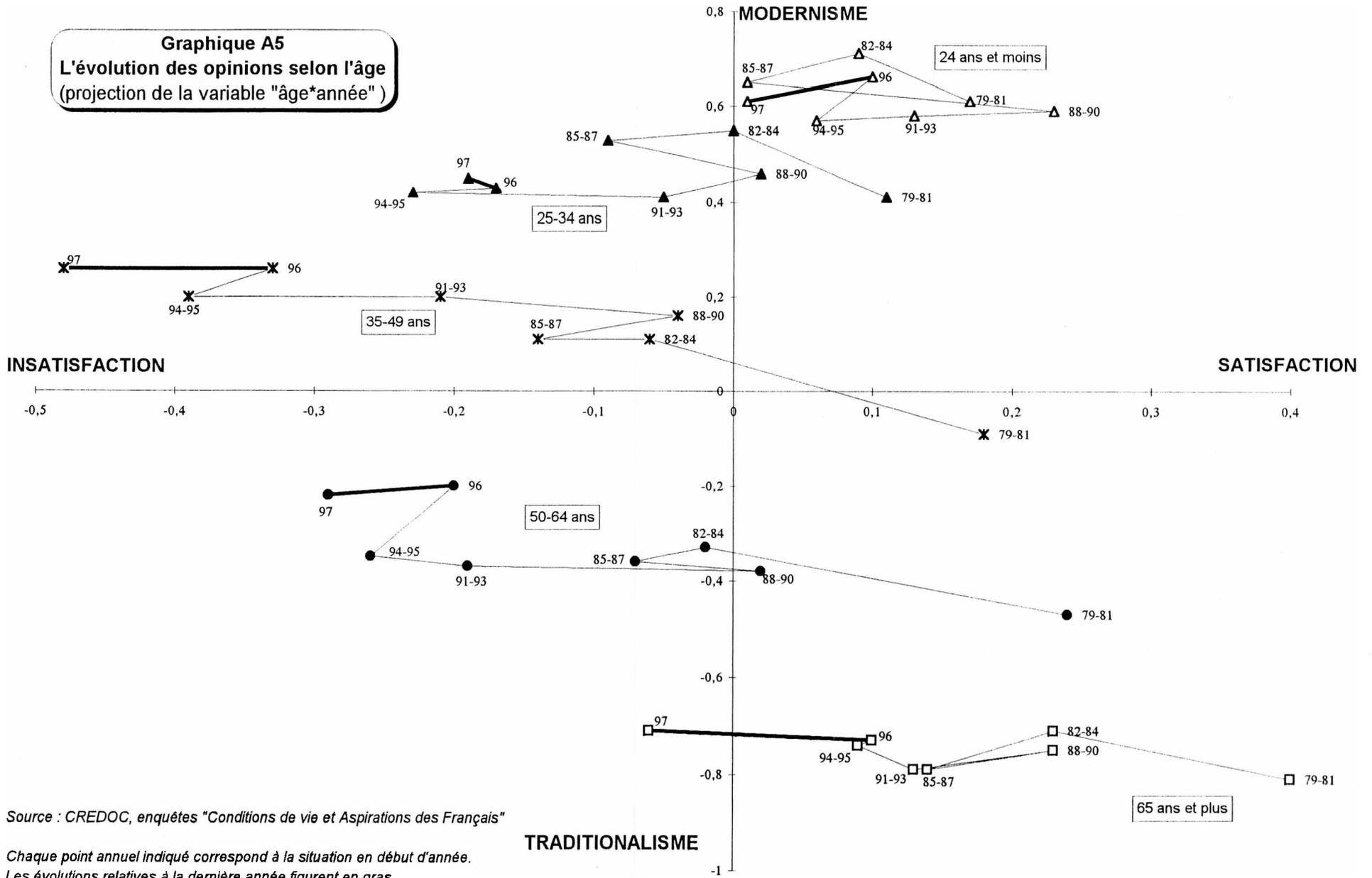
B - L'insatisfaction continue à s'accroître chez les 35-49 ans. Mais elle affecte aussi, maintenant, les seniors (graphique A5)

Les variations apparues cette année dans les cinq classes d'âge retenues vont quasiment toutes dans le même sens : aucune n'échappe, à vrai dire, au mouvement général d'insatisfaction qui a touché le pays ; les seules différences concernent l'intensité de la montée du mécontentement.

- C'est chez les personnes **de 25 à 34 ans** que le « mal-être » a évolué le moins vite : si la demande de réformes radicales s'est ici accrue très sensiblement (+ 10 points en un an), les inquiétudes ont nettement diminué, les doutes sur le RMI ont baissé et les espoirs sur les conditions de vie futures se sont très nettement améliorés (- 13 points sur les anticipations négatives). Cette catégorie est typique du groupe des « contestataires revendicatifs », évoqué dans la première partie de cette note.
- L'insatisfaction s'est accrue dans les mêmes proportions cette année chez les **moins de 24 ans** et chez les individus de **50 à 64 ans**. Mais, alors que les seconds figurent clairement, depuis longtemps, du côté des insatisfaits dans « l'espace des opinions », les plus jeunes restent la seule classe d'âge se projetant encore -mais de justesse- du côté de la satisfaction (graphique A5).
- Les évolutions les plus fortes concernent les deux autres classes. Les **personnes de 35 à 49 ans** figuraient déjà l'an dernier parmi les plus mécontents des Français. La crise de confiance collective de ce début 1997 les affecte cependant quasiment autant qu'elle touche les ouvriers. Profondément insatisfaits (38% sont partisans de réformes radicales de la société, + 12 points en un an) et inquiets, les individus de cet âge portent un regard très sévère sur l'évolution de leur propre niveau de vie depuis dix ans : 54% estiment qu'il s'est détérioré, contre 45% en moyenne. Ils appartiennent au groupe des « mécontents, résignés et craintifs », évoqué précédemment. Leur position, complètement à gauche sur le graphe, est tout à fait révélatrice du malaise profond qui les affecte en ce début d'année 1997.

La situation des **personnes de plus de 65 ans** ne traduit pas la même défiance collective. Il reste que ce groupe « bascule », pour la première fois depuis la création de notre système d'enquêtes, du côté de l'insatisfaction : 40% considèrent maintenant que leurs conditions de vie futures vont se détériorer (contre 32% en moyenne) et 80% (+ 10 points en un an) estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade. Une évolution aussi forte dans une telle catégorie, habituellement peu sujette à la contestation, est tout à fait significative du climat actuel de l'opinion.

Graphique A5
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras

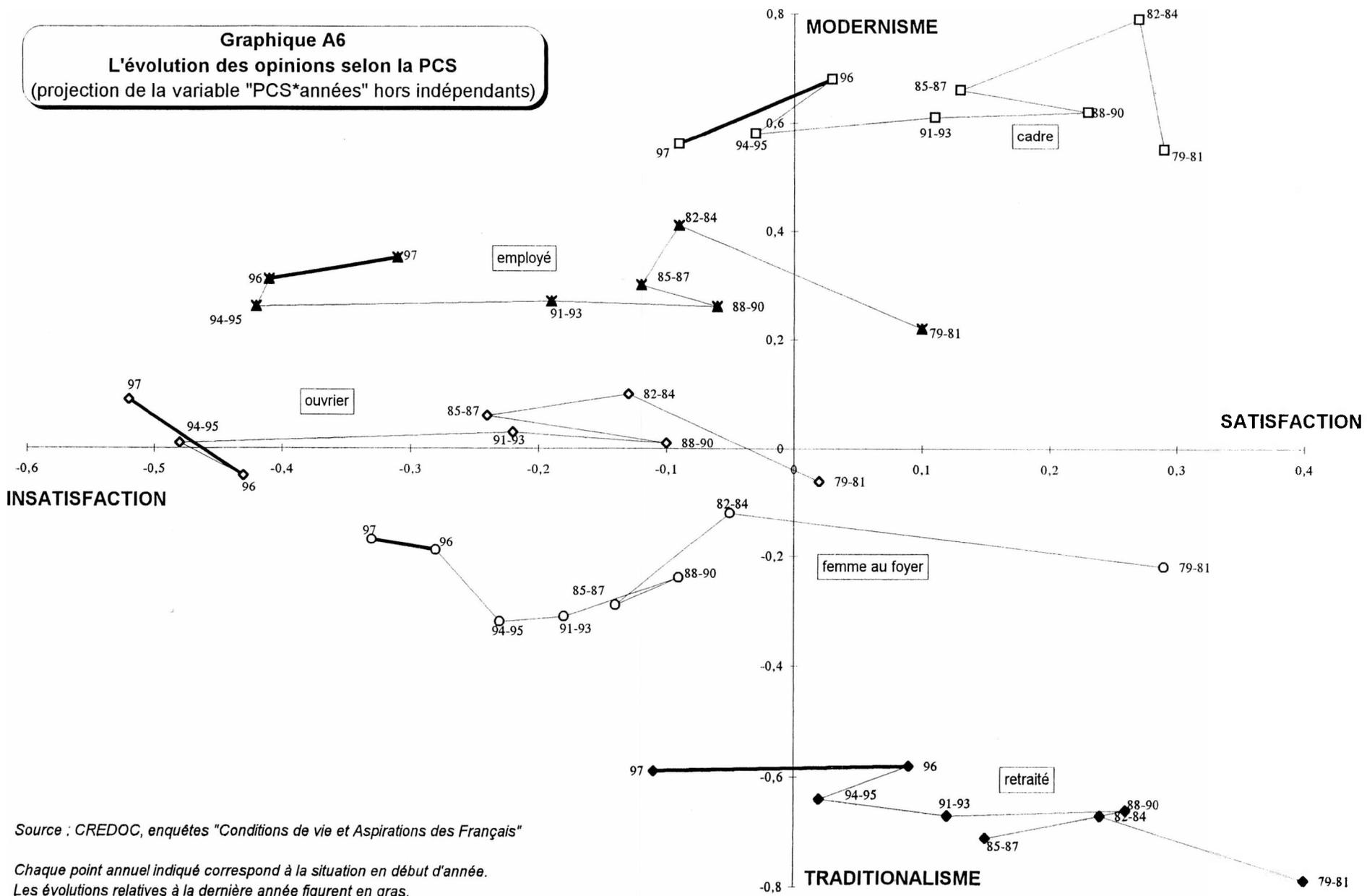
C - Les ouvriers culminent au plus haut de l'insatisfaction. Seuls les employés échappent à la croissance du mécontentement (graphiques A6 et A6 bis)

Comme chaque année, on observe d'abord que les différents groupes socio-professionnels se positionnent de manière très distincte dans « l'espace des opinions ». Les cadres d'abord, puis les employés, sont les plus modernistes ; les retraités, les plus traditionalistes (graphique A6).

Il reste que l'analyse des variations intervenues entre le début 1996 et janvier 1997 permet de mettre en évidence, comme pour les évolutions en fonction de l'âge, que **la montée du mécontentement** est bien, de loin, le phénomène le plus marquant de l'année. Un groupe cependant y a échappé, même si le mécontentement qu'il affiche reste élevé : il s'agit des employés.

- Seule catégorie ayant connu un recul de l'insatisfaction, **les employés** n'en sont pas pour autant devenus moins revendicatifs : 35% souhaitent une transformation radicale de la société (+ 9 points en un an). Le recul de leur mécontentement tient dans la diminution considérable de leur pessimisme envers le futur (seulement 24% d'entre eux pensent que leurs conditions de vie personnelles vont se détériorer dans les cinq ans, contre 44% l'an dernier). Rappelons que cet optimisme personnel accru s'est, par ailleurs, accompagné d'une baisse de leurs inquiétudes, mais aussi d'un scepticisme plus fort vis-à-vis du niveau de vie des « autres ». Les employés constituent le modèle-type des nouveaux « contestataires revendicatifs ».
- C'est chez les **femmes au foyer** que la montée du mal-être a été ensuite la plus faible. Il reste que leur moral continue, c'est le cas depuis 1990, à se dégrader ; il est maintenant moins bon que celui des employés. Les femmes au foyer continuent cependant à gagner en modernisme : 46% sont maintenant favorables à la possibilité, pour les femmes, de choisir de travailler, contre 42% il y a un an et 39% au début 1995. De même, « seulement » 24% d'entre elles considèrent le mariage comme une union « indissoluble » contre 27% l'année dernière et 33% il y a deux ans.

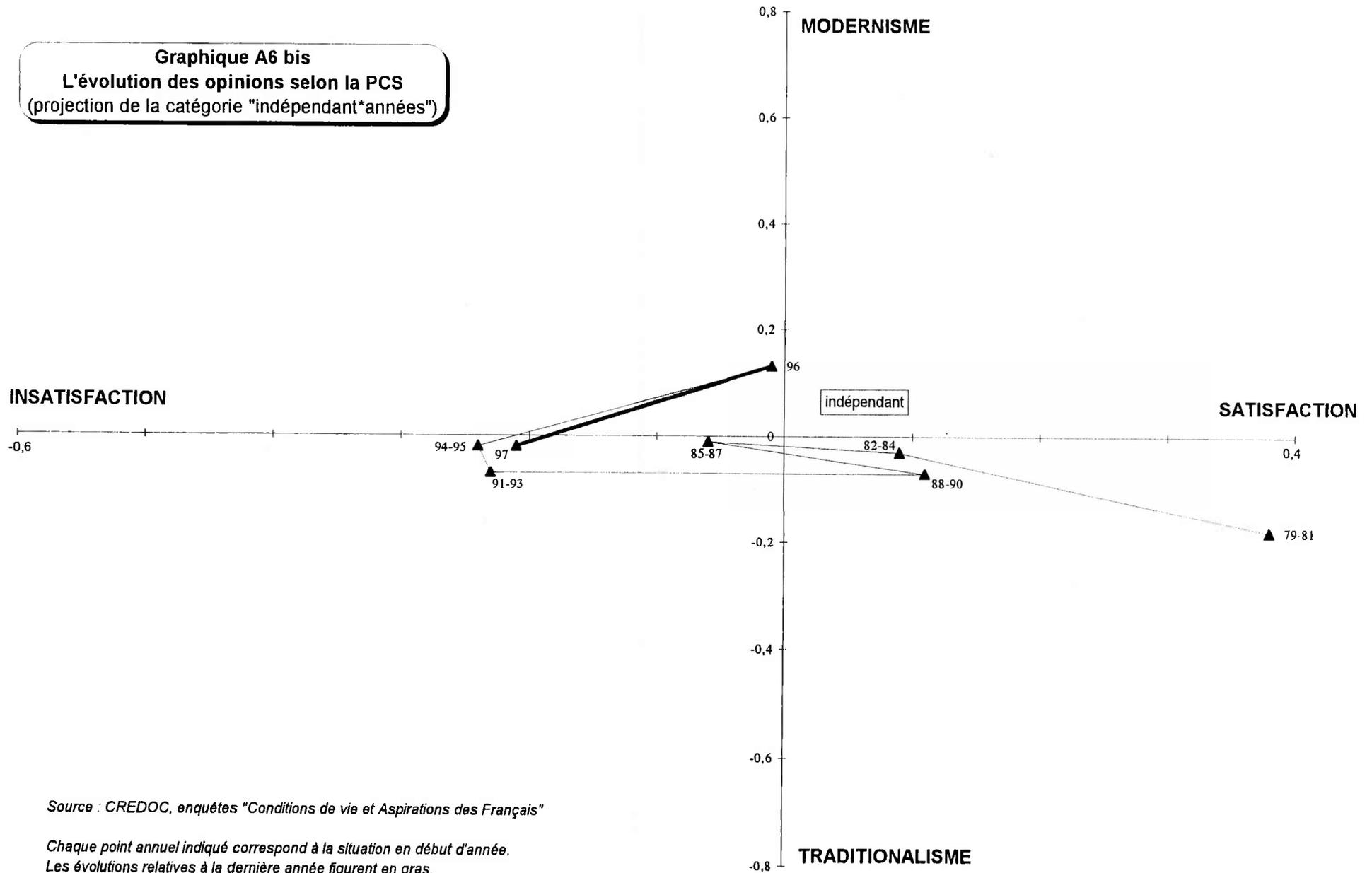
Graphique A6
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Graphique A6 bis
L'évolution des opinions selon la PCS
(projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

- La dégradation du moral des **cadres** est quasiment de même amplitude que celle des **ouvriers**. Les premiers restent cependant « raisonnablement » insatisfaits, tandis que les ouvriers, après une amélioration en 1996, confortent **leur place de tête dans le pessimisme exprimé : presque la moitié** des ouvriers souhaitent aujourd'hui des réformes radicales de la société ; 71% déclarent s'imposer régulièrement des restrictions et 34% (contre 27% en moyenne) se déclarent « beaucoup » inquiets d'une agression dans la rue. Malaise profond, inquiétudes sourdes et rejet des institutions caractérisent aujourd'hui ce groupe, qui hésite entre découragement et révolte.

Les cadres et les ouvriers ont, par ailleurs, subi des évolutions contradictoires sur la deuxième dimension de l'espace des opinions : les ouvriers ont gagné en modernisme par rapport à l'an dernier ; c'est d'ailleurs aussi le cas des titulaires de revenus modestes. Des positions plus ouvertes au travail féminin expliquent en partie cette évolution. A l'inverse, les cadres -comme les diplômés du supérieur et les titulaires de hauts revenus- ont perdu cette année en modernisme, exprimant des positions un peu moins « libérales » en matière de mariage, de famille ou de travail féminin (par exemple 78% des cadres sont favorables au travail des femmes cette année, soit - 4 points en un an, contre une évolution de + 2 points en moyenne dans l'ensemble de la population).

- Enfin, les deux catégories sociales pour lesquelles le mécontentement s'est le plus accru dans l'année sont **les retraités et les travailleurs indépendants**.

L'évolution subie par **les retraités** est très proche de celle déjà évoquée pour les personnes de 65 ans et plus : pour la première fois depuis 1979, les retraités passent la frontière qui sépare la « tranquillité satisfaite » du « mal-être exigeant » (graphique A6). Leur traditionalisme n'est cependant pas affecté par ce mouvement. Les retraités constituent un des seuls groupes où les anticipations personnelles négatives n'ont pas décliné cette année : 43% d'entre eux pensent que leurs conditions de vie futures vont se détériorer, soit un pourcentage identique à celui de l'an dernier (alors même que ce taux a baissé de 9 points en moyenne dans l'ensemble de la population). Eux-mêmes sont touchés par un certain accroissement de la demande de transformations radicales de la société.

Enfin, **les travailleurs indépendants** sont dans le même cas : accroissement du pessimisme envers le futur, fort sentiment de dégradation de leur propre niveau de vie. Ce malaise s'accompagne chez eux d'une forte suspicion à l'égard des aides

sociales et d'une montée des inquiétudes, surtout en matière d'agression dans la rue (+ 11 points en un an, contre + 1 en moyenne). Après que cette catégorie ait traversé en seize ans tout l'espace des opinions, de la satisfaction totale (1979) à l'insatisfaction contestataire (1994), on constate que l'amélioration de son moral, intervenue en 1996, n'a été que de courte durée : l'année 1997 ramène ce groupe à un niveau élevé de mécontentement (graphique A6 bis). Ce mouvement s'est également accompagné, chez eux, d'un retour vers des positions un peu plus traditionalistes.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, quatre conclusions principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre début 1996 et janvier 1997, **la progression la plus sensible de l'insatisfaction** sont les suivants, dans l'ordre¹ :
 1. Les parisiens de moins de 40 ans (Paris et agglomération parisienne)
 2. Les travailleurs indépendants
 3. Les retraités. De fait, les non-diplômés viennent ensuite en bonne place.

- Les groupes situés, aujourd'hui, **au plus haut du point de vue du mécontentement** sont, dans l'ordre¹ :
 1. Les ouvriers
 2. Les 35-49 ans
 3. Les titulaires de revenus faibles ou très moyens (moins de 10 000 Francs mensuels)

Les non-diplômés prennent la quatrième place.

- Cette présentation masque cependant la présence, au sein des groupes globalement insatisfaits, de **deux catégories différentes**, dont les évolutions mériteront d'être suivies avec grande attention :
 - les mécontents dont les inquiétudes n'ont pas diminué, voire se sont accrues (ouvriers, 35 à 49 ans, indépendants, habitants de villes de province de plus de 100 000 habitants),
 - les contestataires dont les inquiétudes ont sensiblement diminué (employés, 25 à 34 ans, jeunes parisiens, titulaires de revenus modestes).

- Enfin, si aucune modification globale n'apparaît cette année sur l'échelle du « modernisme/traditionalisme », cette apparente stabilité cache deux mouvements contradictoires :
 - Une diminution du modernisme chez les cadres, les diplômés du supérieur et les titulaires de revenus élevés. Un accroissement du traditionalisme apparaît aussi chez les travailleurs indépendants.
 - Une augmentation du modernisme chez les ouvriers, les parisiens de moins de 40 ans et les titulaires de faibles revenus.

¹ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'espace des opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

